
0100083160596008



1467

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου 83

16 Μαΐου 1996

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 108

ΚΥΡΩΣΗ ΤΟΥ «ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ 1990» ΠΟΥ ΑΦΟΡΑ ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΓΙΑ ΤΙΣ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΣΙΔΗΡΟΔΡΟΜΙΚΕΣ ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ (COTIF)

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Έχοντας υπόψη:

1. Το άρθρο 29Α του Ν. 1558/1985 «Κυβέρνηση και Κυβερνητικά Οργανα» (ΦΕΚ Α-137), όπως συμπληρώθηκε με το άρθρο 27 του Ν. 2081/1992 (ΦΕΚ Α-154).

2. Το άρθρο έκτο του Νόμου 1539/1986 «περί κυρώσεως της Σύμβασης για τις Διεθνείς Σιδηροδρομικές Μεταφορές (COTIF) και της τελικής πράξης της Όγδοης Αναθεωρητικής Διάσκεψης των Διεθνών Συμβάσεων για την μεταφορά εμπορευμάτων (CIM) και επιβατών και αποσκευών (CIV) με τον σιδηρόδρομο».

3. Τις διατάξεις των άρθρων 6 και 19 της Σύμβασης για τις Διεθνείς Σιδηροδρομικές Μεταφορές (COTIF) της 9 Μαΐου 1980, η οποία κυρώθηκε με το Νόμο 1593/86 (ΦΕΚ Α-59).

4. Την αριθ. 87/4.2.96 Κοινή Απόφαση του Πρωθυπουργού και του Υπουργού Μεταφορών και Επικοινωνιών «Καθορισμός αρμοδιοτήτων του Υφυπουργού Μεταφορών και Επικοινωνιών Γεωργίου Δασκαλάκη (Β/83)».

5. Το γεγονός ότι από τις διατάξεις του παρόντος δεν προκαλείται δαπάνη σε βάρος του κρατικού προϋπολογισμού.

6. Τις 355/1995, 651/1995, 91/1996 γνωμοδοτήσεις του Συμβουλίου της Επικρατείας, μετά από πρόταση του Υπουργού Μεταφορών και Επικοινωνιών, αποφασίζουμε:

ΑΡΘΡΟ ΠΡΩΤΟ

Κυρώνεται το «Πρωτόκολλο 1990» που υιοθετήθηκε κατά τη 2η Γενική Συνέλευση του Διακρατικού Οργανισμού για τις Διεθνείς Σιδηροδρομικές Μεταφορές (OTIF), στη Βέρνη, με το οποίο τροποποιούνται ορισμένες διατάξεις της Σύμβασης COTIF.

Το κείμενο του πρωτοκόλλου, το πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχουν ως εξής:

PROTOCOLE 1990
PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX TRANSPORTS INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (COTIF) du 9 mai 1980

En application des articles 6 et 19, § 2 de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), signée à Berne, le 9 mai 1980, la deuxième Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) s' est tenue à Berne du 17 au 20 décembre 1990.

Considérant la nécessité d' amender les dispositions de la COTIF pour les adapter aux besoins nouveaux de la communauté internationale et des transports internationaux ferroviaires, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

MODIFICATIONS DECIDEES PAR L' ASSEMBLEE GENERALE

Article 1

Modifications relatives à la Convention proprement dite

1) Article 2 COTIF

Compléter le texte du § 2 par un nouvel alinéa 2 de la teneur suivante :

«Sont assimilés aux transports effectués sur une ligne, au sens de l'alinéa précédent, les autres transports internes, effectués sous la responsabilité du chemin de fer, en complément du transport ferroviaire.»

2) Article 3 COTIF

Modifier le texte du § 2 comme suit :

«§ 2 Les lignes visées à l' article 2 , § 1 , et § 2 , alinéa premier, sur lesquelles.........».

Préciser l' alinéa premier du § 3 de la manière suivante :

«§ 3 Les entreprises dont relèvent les lignes visées à l' article 2 , § 2 , alinéa premier, inscrites sur..........».

3) Article 4 COTIF

Compléter le texte comme suit :

«Dans les textes ci-après, l'expression «Convention» couvre la Convention proprement dite , le Protocole visé à l'article premier, § 2 , alinéa 2, le Mandat additionnel pour la vérification des comptes et les Appendices A et B, y compris leurs Annexes, visés à l' article 3 , §§ 1 et 4.»

4) Article 7 COTIF

Modifier le texte du § 1 , alinéa premier comme suit :

«§ 1 Le Comité administratif se compose des représentants de douze Etats membres.»

Supprimer dans la première phrase de l' alinéa 2 du § 1, les mots :

«.............et assume la présidence du Comité»

Compléter le texte du § 2, lettre a) comme suit :

«a) établit son règlement intérieur et désigne à la majorité des deux tiers l' Etat memdre qui en assume la présidence pour chaque période quinquennale ;»

Compléter le texte du § 2, lettre d) par un nouvel alinéa 2 de la teneur suivante :

«le directeur général et le vice-directeur général sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable ;»

5) Article 11 COTIF

Remplacer le texte du § 7 par ce qui suit :

«§ 7 La vérification des comptes est effectuée par le Couvernement suisse, selon les règles fixées dans le Mandat additionnel annexé à la Convention proprement dite et, sous réserve de toutes directives spéciales du Comité administratif, en conformité avec les dispositions du Règlement financier et comptable de l' Organisation.»

6) Article 19 COTIF

Compléter le texte du § 3 par une nouvelle lettre a) de la teneur suivante :

«a) Mandat additionnel pour la vérification des comptes,»

Les lettres a) et b) deviennent respectivement les lettres b) et c).

Après le Protocole sur les privilèges et immunités de l' OTIF, est insérée l' Annexe suivante :

Mandat additionnel

pour la vérification des comptes

1. Le Vérificateur vérifie les comptes de l' Organisation, y compris tous les fonds fiduciaires et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s' assurer :

a) que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l' Organisation ;

b) que les opérations financières dont les états rendent, compte ont été menées en conformité avec les règles et les règlements, les dispositions budgétaires et les autres directives de l' Organisation ;

c) que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement recus des dépositaires de l' Organisation, soit effectivement comptés ;

d) que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats ;

e) que tous les éléments de l' actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu' il juge satisfaisantes.

2. Le Vérificateur est seul compétent pour accepter en tout ou en partie les attestations et justifications fournies par le directeur général. S' il le juge opportun, il peut procéder à l' examen et à la vérification détaillée de toute pièce comptable relative soit aux opérations financières, soit aux fournitures et au matériel.

3. Le Vérificateur a librement accès, à tout moment, à tous les livres, écritures, documents comptables et autres informations dont il estime avoir besoin.

4. Le Vérificateur n' est pas compétent pour rejeter telle ou telle rubrique des comptes, mais il attire immédiatement l' attention du directeur général sur toute opération dont la régularité ou l' opportunité lui parait discutable, pour que ce dernier prenne les mesures voulues.

5. Le Vérificateur présente et signe une attestation sur les états financiers dans les termes suivants : «J' ai examiné les états financiers de l' Organisation pour l' exercice financier qui s'est terminé le 31 décembre .... Mon examen a comporté une analyse générale des méthodes comptables et le contrôle des pièces comptables et d'autres justificatifs qui m'a paru nécessaire dans la circonstance.» Cette attestation indique, selon le cas, que:

a) les états financiers reflètent de facon satisfaisante la situation financière à la date d'expiration de la période considérée ainsi que les résultats des opérations menées durant la période qui s'est achevée à cette date;

b) les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables mentionnés;

c) les principes financiers ont été appliqués selon des modalités qui concordaient avec celles adoptées pendant l'exercice financier précédent;

d) les opérations financières ont été menées en conformitè avec les règles et les règlements, les dispositions budgétaires et les autres directives de l'Organisation.

6. Dans son rapport sur les opérations financières, le Vérificateur mentionne:

a) la nature et l'étendue de la vérification à laquelle il a procédé ;

b) les éléments qui ont un lien avec le caractère complet ou l' exactitude des comptes, y compris le cas échéant :

1° les informations nécessaires à l'interprétation et à l'appréciation correctes des comptes;

2° toute somme qui aurait dû être percue mais n'a pas été passée en compte ;

3° toute somme qui a fait l'objet d' un engagement de dépense régulier ou conditionnel et qui n'a pas été comptabilisée ou dont il n'a pas été tenu compte dans les états financiers ;

4° les dépenses à l'appui desquelles il n'est pas produit de pièces justificatives suffisantes;

5° le point de savoir s'il est tenu des livres de comptes en bonne et due forme. Il y a lieu de relever les cas où la présentation matérielle des états financiers s'écarte des principes comptables généralement reconnus et constamment appliqués ;

c) les autres questions sur lesquelles il y a lieu d'appeler l'attention du Comité administratif, par exemple :

1° les cas de fraude ou de présomption de fraude;

2° le gaspillage ou l'utilisation irrégulière de fonds ou d'autres avoirs de l'Organisation (quand bien même les comptes relatifs à l'opération effectuée seraient en règle) ;

3° les dépenses risquant d'entrainer ultérieurement des frais considérables pour l'Organisation ;

4° tout vice, général ou particulier, du système de contrôle des recettes et des dépenses ou des fournitures et du matériel ;

5° les dépenses non conformes aux intentions du Comité administratif, compte tenu des virements dîment autorisès à l'intérieur du budget;

6° les dépassements de crédits, compte tenu des modifications résultant de virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;

7° les dépenses non conformes aux autorisations qui les régissent ;

d) l'exactitude ou l'inexactitude des comptes relatifs aux

fournitures et au matériel, établie d'après l'inventaire et l'examen des livres.

En outre, le rapport peut faire état d'opérations qui ont été comptabilisées au cours d'un exercice antérieur et au sujet desquelles de nouvelles informations ont été obtenues ou d'opérations qui doivent être-faites au cours d'un exercice ultérieur et au sujet desquelles il semble souhaitable d'informer le Comité administratif par avance.

7. Le Vérificateur ne doit en aucun cas faire figurer de critiques dans son rapport sans donner préalablement au directeur général une possibilité adéquate de s'expliquer.

8. Le Vérificateur communique au Comité administratif et au directeur général les constatations faites en raison de la vérification. Il peut, en outre, présenter tout commentaire qu' il juge approprié au sujet du rapport financier du directeur général.

9. Dans la mesure ou le Vérificateur a procédé a une vérification sommaire ou n'a pu obtenir de justifications suffisantes, il doit le mentionner dans son attestation et son rapport, en précisant les raisons de ses observations ainsi que les conséquences qui en résultent pour la situation financière et les opérations financières comptabilisées.»

Article II

Modifications relatives aux Règles uniformes CIV

1) Article premier CIV

Modifier le texte du § 1 comme suit :

«§ 1 Sous réserve des exceptions prévues aux article 2 , 3 et 33, les Règles uniformes s' appliquent à tous les transports de voyageurs et de bagages y compris de véhicules automobiles, effectués avec des titres de transport internatinaux établis pour un parcours empruntant les territoires d' au moins Etats et comprenant exclusivement des lignes inscrites sur la liste prévue aux articles 3 et 10 de la Convention, ainsi que le cas échéant, aux transports assimilés conformément à l'article 2 , § 2 , alinéa 2 de la Convention.

Les Règles uniformes s' appliquent également, en ce qui concerne la responsabilité du chemin de fer en cas de mort et de blessures de voyageurs, aux personnes qui accompagnent un envoi dont le transport est effectué conformément aux Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (CIM) .»

2) Article 14 CIV

Compléter le texte du § 1 par la phrase suivante :

«§ 1 ....Pour le transport des véhicules automobiles, le chemin de fer peut prévoir que les voyageurs demeurent dans le véhicule automobile durant le transport.»

3) Article 17 CIV

Modifier le texte actuel du § 2 et le compléter par un nouvel alinéa 2 comme suit:

«§ 2 Les tarifs internationaux peuvent admettre sous certaines conditions, comme bagages, des animaux et des objets non visés au § 1, ainsi des véhicules automobiles remis au transport avec ou sans remorque.

Les conditions de transport des véhicules automobiles précisent en particulier les conditions d'admission au transport, d'enregistrement, de chargement et de transport, la forme et le contenu du document de transport qui doit porter le sigle CIV,

les conditions de déchargement et de livraison, ainsi que les obligations du conducteur en ce qui concerne son véhicule, le chargement et le déchargement.»

4) Article 41 CIV

Modifier le titre : «Véhicules automobiles»

Modifier le texte du § 1 comme suit :

«§ 1 En cas de retard dans le chargement pour une cause imputable au chemin de fer ou de retard à la livraison d' un véhicule automobile, le chemin de fer doit payer, lorsque l'ayant droit prouve qu'un dommage en est résulté, une indemnité dont le montant ne peut excéder le prix de transport du véhicule.»

Modifier le texte du § 3 comme suit:

«§ 3 En cas de perte totale ou partielle du véhicule, l' indemnité à payer à l' ayant droit pour le dommage prouvé est calculée d' après la valeur usuelle du véhicule et ne peut excéder 8000 unités de compte.»

Modifier le texte du § 4 comme suit :

«§ 4 En ce qui concerne les objets placés dans le véhicule, le chemin de fer n'est responsable que du dommage causé par sa faute. L' indemnité totale à payer ne peut excéder 1000 unités de comptes.

Le chemin de fer ne répond des objets placés à l' extérieur du véhicule qu'en cas de dol.»

Reprendre sous le § 5, la seconde phrase du § 3 actuel :

«§ 5 Une remorque avec ou sans chargement est considérée comme un véhicule.»

Reprendre sous un § 6 nouveau, le texte du § 5 actuel, en le modifiant légèrement:

«§ 6 Les autres dispositions concernant la responsabilité pour les bagages sont applicables au transport des véhicules automobiles.»

5) Article 42 CIV

Modifier le titre comme suit :

«Déchéance du droit d' unvoquer les limites de responsabilité»

Modifier le texte de l'alinéa premier comme suit:

«Les dispositions des articles 30, 31 et 38 à 41 des Règles uniformes ou celles prévues par le droit national, qui limitent les indemnités à un montant déterminé ne s'appliquent pas, s'il est prouvé que dommage résulte d' un acte ou d'une omission que le chemin de fer a commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit téméraiment et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement.»

Supprimer le texte de l' alinéa 2 .

6) Article 43 CIV

Compléter le titre comme suit:

«Conversion et térêts de l' indemnité»

Ajouter un nouveau § premier de la teneur suivante:

«§ 1 Lorsque le calcul de l'indemnité implique la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, celle-ci est faite d' après le cours aux jour et lieu du paiement de l' indemnité.»

Les §§ 1, 2, 3, et 4 deviennent respectivement les §§ 2, 3, 4 et 5.

7) Article 53 CIV

Modifier le texte de l'alinéa premier du § 1 comme suit :

«§ 1 Toute action de l' ayant droit fondée sur la responsabilité du chemin de fer en cas de mort et de blessures de voyageurs est éteinte s'il ne signale pas l'accident survenu au voyageur, dans les six mois à compter de la connaissance du dommage, à l'un des chemins se fer auxquels une réclamation peut être présentée selon l' article 49, § 1.»

8) Article 55 CIV

Compléter le texte du § 2, alinéa 2 comme suit :

«Toutefois, la prescription est de deux ans s'il s'agit d' une action fondée sur un dommage résultant d'un acte ou d'une omission commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairemant et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement.»

Supprimer les lettres a) et b).

Article III

Modifications relatives aux Règles uniformes CIM

1) Article premier CIM

Compléter la fin du texte du § 1 comme suit :

«§ 1 Sous réserve....... de la Convention, ainsi que, le cas échéant, aux transports assimilés conformément à la l'article 2, § 2, alinéa 2 de la Convention.»

2) Article 18 CIM

Simplifier le texte de la manière suivante :

«L'expéditeur est responsable de l' exactitude des inscriptions portées par ses soins sur la lettre de voiture. Il supporte toutes les conséquences résultant du fait que ces inscriptions seraient irrégulières, inexactes, incoplétes ou portées ailleurs qu'à la place réservée à chacune d' elles.»

Supprimer la dernière phrase.

3) Article 40 CIM

Au § 2, supprimer les termes suivants :

«, sous réserve de la limitation prévue à l'article 45».

Supprimer le § 4.

4) Article 43 CIM

Modifier le texte du § 1 comme suit :

«§ 1 Si un dommage, y compris une avarie, résulte du dépassement du délai de livraison, le chemin de fer doit payer une indemnité qui ne peut excéder le quadruple du prix de transport.»

5) Article 44 CIM

Modifier le titre comme suit :

«Déchéance du droit d' invoquer les limites de responsabilité»

Modifier le texte de l'alinéa premier comme suit :

«Les limites de responsabilité prévues aux articles 25, 26, 30, 32, 33, 40, 42, 43, 45 et 46 ne s'appliquent pas, s'il est prouvé que le dommage résulte d' un acte ou d'une omission que le chemin de fer a commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu' un tel dommage en résultera probablement.»

Supprimer le texte de l'alinéa 2 .

6) Atricle 47 CIM

Modifier le titre comme suit :

«Conversion et intérêts de l' indemnité»

Compléter l'article 47 par un nouveau § premier libellé comme suit :

«§ 1 Lorsque le calcul de l'indemnité implique la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, celle-ci est faite d'après le cours aux jour et lieu du paiement de l' indemnité .»

Les §§ 1, 2 et 3 deviennent les §§ 2, 3 et 4.

7) Article 58 CIM

Compléter le texte du § 1, lettre c) comme suit:

«c) fondée sur un dommage résultant d'un acte ou d' une omission commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu' un tel dommage en résultera probablement;»

Supprimer le texte du § 1, lettre d).

La lettre e) devient la lettre d).

DISPOSITIONS FINALES

Article IV

Signature, ratification, acceptation, approbation

§ 1 Le présent Protocole demeure ouvent à Berne, auprès du Gouvernement suisse, Gouvernement dépositaire, jusqu'au 30 Juin 1991, à la signature des Etats qui ont été invités à la singnature des Etats qui ont été invités à la deuxième Assemblée générale de l' Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF).

§ 2 Conformément aux disposition de l' atricle 20, § 1 de la COTIF, le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation; les instruments de ratifiacation, d' acceptation pu d' approbation sont déposés le plus tôt possible auprès du Gouvernement dépositaire.

Article V

Entrée en viqueur

Les décisions contenues dans le présent Protocole entrent en viqueur le premier jour du douzième mois suivant celui au cours duquel le Gouvernement dépositaire aura notifié aux Etats membres le dépôt de l' instrument par lequel sont remplies les conditions de l' article 20, § 2 de la COTIF.

Article VI

Adhésion

Les Etats qui, invités à la deuxième Assemblée générale de l' OTIF, n' ont pas signé le présent Protocole dans le délai prévu à l' article IV, § 1, peuvent y adhérer en déposant un instrument d' adhésion auprès du Gouverment dépositaire.

Article VII

Rapport entre la COTIF et le Protocole

Seuls les Etats parties à la COTIF peuvent devenir Parties au présent Protocole.

Article VIII

Textes du Protocole

Le présent Protocole est conclu et signé en lanque française.

Au texte français sont jointes des traductions officielles en lanques allemande, anglaise, arabe, italienne et néerlandaise.

Seul le texte français fait foi.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernemants respectifs ont singé le présent Protocole.

Fait à Berne, le vingt décembre mil neuf cent quatre- vingt dix, en un seul exemplaire original en lanque française, qui reste déposé dans les Archives de la Confédération suisse. Une copie certifiée conforme en sera remise à chacun des Etats parties.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ 1990

ΑΝΑΦΟΡΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΓΙΑ ΤΙΣ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΣΙΔΗΡΟΔΡΟΜΙΚΕΣ ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ (COTIF) ΤΗΣ 9ης ΜΑΪΟΥ 1980

Κατ' εφαρμογήν των άρθρων 6 και 19 παρ. 2 της Σύμβασης για τις διεθνείς σιδηροδρομικές μεταφορές (COTIF), η οποία υπεγράφη στη Βέρνη στις 9 Μαΐου 1980, συνεκλήθη από 17 μέχρι 20 Δεκεμβρίου 1990 στη Βέρνη η δεύτερη Γενική Συνέλευση του Διακρατικού Οργανισμού για τις διεθνείς σιδηροδρομικές μεταφορές (OTIF).

Λαμβανομένης υπ' όψη της αναγκαιότητας τροποποιήσεων των διατάξεων της COTIF, για την προσαρμογή τους στις νέες απαιτήσεις της διεθνούς κοινότητας και των διεθνών σιδηροδρομικών μεταφορών, συνομολόγησαν τα συμβεβλημένα μέρη τα ακόλουθα:

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ ΑΠΟΦΑΣΙΣΘΕΙΣΕΣ ΑΠΟ ΤΗ ΓΕΝΙΚΗ ΣΥΝΕΛΕΥΣΗ

Άρθρο I.

Τροποποιήσεις αφορώσες στην κυρίως Σύμβαση

1. Άρθρο 2 COTIF

Το σημερινό κείμενο της παρ. 2 συμπληρώνεται με νέο εδάφιο 2 με το ακόλουθο περιεχόμενο:

«Στις εκτελούμενες επί μιας γραμμής μεταφορές, κατά την έννοια του προηγουμένου εδαφίου, εξομοιώνονται οι άλλες εσωτερικές μεταφορές, οι οποίες εκτελούνται υπό την ευθύνη του σιδηροδρόμου, σε συμπλήρωση της σιδηροδρομικής μεταφοράς».

2. Άρθρο 3 COTIF

Το κείμενο της παρ. 2 τροποποιείται ως εξής:

«2. Οι αναφερόμενες στο άρθρο 2, παρ. 1 και παρ. 2, εδάφιο πρώτο, γραμμές, επί των οποίων ....»

Το πρώτο εδάφιο της παρ. 3 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«3. Οι επιχειρήσεις, οι οποίες εκμεταλλεύονται τις αναφερόμενες στο άρθρο 2 παρ. 2, εδάφιο πρώτο, και εγγραφείσες στους ....».

3. Άρθρο 4 COTIF

Το κείμενο συμπληρώνεται ως εξής:

«Στα επόμενα, ο όρος «Σύμβαση» περιλαμβάνει την κυρίως Σύμβαση, το αναφερόμενο στο άρθρο 1 παρ. 2 εδάφιο 2 Πρωτόκολλο, τη Συμπληρωματική εντολή για τον έλεγχο των λογαριασμών και τα αναφερόμενα στο άρθρο 3 παρ. 1 και 4 Παραρτήματα Α και Β, όπως και τα Προσαρτήματά τους».

4. Άρθρο 7 COTIF

Το κείμενο της παρ. 1, εδάφιο πρώτο, τροποποιείται ως εξής:

«1. Η Διοικητική Επιτροπή αποτελείται από τους αντιπροσώπους δώδεκα Κρατών μελών».

Στην πρώτη πρόταση του εδαφίου 2 της παρ. 1 διαγράφονται οι λέξεις:

«.........και ασκεί την Προεδρία της Επιτροπής».

Το κείμενο της παρ. 2, στοιχ. α), συμπληρώνεται ως εξής:

«α) Συντάσσει τον εξωτερικό κανονισμό της και ορίζει με πλειοψηφία δύο τρίτων το Κράτος - μέλος που αναλαμβάνει την Προεδρία για κάθε πενταετή περίοδο».

Το κείμενο της παρ. 2, στοιχ. δ), συμπληρώνεται με νέο εδάφιο 2 με το ακόλουθο περιεχόμενο:

«ο Γενικός Διευθυντής και ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής διορίζονται για περίοδο πέντε ετών, ανανεώσιμη».

5. Άρθρο 11 COTIF

Το κείμενο της παρ. 7 αντικαθίσταται ως εξής:

«7. Ο έλεγχος των λογαριασμών διενεργείται από την Ελβετική Κυβέρνηση, κατά τους κανόνες που καθορίζονται στη Συμπληρωματική εντολή, η οποία επισυνάπτεται στην κυρίως Σύμβαση, και, υπό την επιφύλαξη των ειδικών οδηγιών της Διοικούσας Επιτροπής, σύμφωνα με τις διατάξεις του οικονομικού και λογιστικού κανονισμού του Οργανισμού».

6. Άρθρο 19 COTIF

Το κείμενο της παρ. 3 συμπληρώνεται με νέο στοιχείο α) με το ακόλουθο περιεχόμενο:

«α) Συμπληρωματική εντολή για τον έλεγχο των λογαριασμών».

Τα στοιχεία α) και β) γίνονται αντιστοίχως β) και γ).

Μετά το Πρωτόκολλο για τα προνόμια και τις ασυλίες του OTIF ενσωματώνεται το ακόλουθο Παράρτημα:

«ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΕΝΤΟΛΗ ΓΙΑ ΤΟΝ ΕΛΕΓΧΟ ΤΩΝ ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΩΝ

1. Ο ελεγκτής ελέγχει τους λογαριασμούς του Οργανισμού, συμπεριλαμβανομένων όλων των κεφαλαίων καταθέσεων και των ειδικών λογαριασμών, κατά το μέτρο που το κρίνει αναγκαίο, ώστε να βεβαιωθεί, ότι:

α. Τα οικονομικά παραστατικά αντιστοιχούν στα βιβλία και τις εγγραφές του Οργανισμού.

β. Οι οικονομικές πράξεις, στις οποίες αναφέρονται τα παραστατικά, εκτελέστηκαν σύμφωνα με τους κανόνες και διατάξεις, όπως επίσης και με τους όρους του προϋπολογισμού και τις άλλες κατευθυντήριες οδηγίες του Οργανισμού.

γ. Οι αξίες και τα μετρητά, που έχουν κατατεθεί σε Τράπεζα ή Ταμείο, είτε ελέγχθησαν με βάση δικαιολογητικά που ελήφθησαν απευθείας από τους θεματοφύλακες του Οργανισμού είτε μετρήθηκαν στην πραγματικότητα.

δ. Οι εσωτερικοί έλεγχοι, συμπεριλαμβανομένης της εσωτερικής επαλήθευσης των λογαριασμών, είναι οι ενδεδειγμένοι.

ε. Όλα τα στοιχεία του ενεργητικού και παθητικού, όπως και όλα τα πλεονάσματα και ελλείμματα, έχουν καταχωρηθεί σύμφωνα με διαδικασίες που αυτός κρίνει ικανοποιητικές.

2. Μόνον ο ελεγκτής νομιμοποιείται να αναγνωρίζει, εν όλω ή εν μέρει, τις βεβαιώσεις και τα δικαιολογητικά που προσκομίζει ο Γενικός Διευθυντής. Εφόσον αυτός το κρίνει αναγκαίο, δύναται να προχωρήσει στην εξέταση και τον έλεγχο λεπτομερειακώς όλων των δικαιολογητικών σε ότι αφορά είτε τις οικονομικές πράξεις είτε τις προμήθειες και το υλικό.

3. Ο ελεγκτής έχει, οποτεδήποτε, ελεύθερη πρόσβαση σε όλα τα βιβλία, τις εγγραφές, δικαιολογητικά λογαριασμών και λοιπές πληροφορίες που θεωρεί αναγκαίο.

4. Ο ελεγκτής δεν δικαιούται να απορρίπτει καμμία στήλη των λογαριασμών, αλλά να εφιστά αμέσως την προσοχή του Γενικού Διευθυντή επί κάθε πράξεως, της οποίας την νομιμότητα ή την σκοπιμότητα αμφισβητεί, ώστε να λάβει αυτός τα δέοντα μέτρα.

5. Ο ελεγκτής συντάσσει και υπογράφει βεβαίωση για τα οικονομικά παραστατικά με το ακόλουθο περιεχόμενο: «Εξέτασα τα οικονομικά παραστατικά του Οργανισμού για την οικονομική χρήση που τελειώνει την 31η Δεκεμβρίου .... Η εξέτασή μου περιελάμβανε, για γενική ανάλυση των λογιστικών μεθόδων και τον έλεγχο των

δικαιολογητικών λογαριασμών και των άλλων στοιχείων, που θεώρησα αναγκαίο κατά τις περιστάσεις». Η βεβαίωση αυτή αναφέρει, εφόσον συντρέχει περίπτωση, ότι:

α. Τα οικονομικά παραστατικά αντανακλούν με ικανοποιητικό τρόπο την οικονομική κατάσταση κατά την ημερομηνία λήξεως της περιόδου καθώς επίσης και τα αποτελέσματα των πράξεων που έχουν εκτελεσθεί κατά την διάρκεια της περιόδου που τελειώνει αυτή την ημερομηνία.

β. Τα οικονομικά παραστατικά έχουν συνταχθεί σύμφωνα με τους λογιστικούς κανόνες που μνημονεύονται.

γ. Οι λογιστικοί κανόνες έχουν εφαρμοσθεί κατά τρόπους σύμφωνους με τους υιοθετηθέντες κατά την διάρκεια της προηγούμενης οικονομικής χρήσεως.

δ. Οι οικονομικές πράξεις έχουν εκτελεσθεί σύμφωνα με τους κανόνες και τις διατάξεις, όπως επίσης και με τους όρους του προϋπολογισμού και τις άλλες κατευθυντήριες οδηγίες του Οργανισμού.

6. Στην έκθεση του επί των οικονομικών πράξεων, ο ελεγκτής αναφέρει:

α) Την φύση και την έκταση του ελέγχου στον οποίο προέβη.

β) Τα στοιχεία που συνδέονται με τον πλήρη χαρακτήρα και την ακρίβεια των λογαριασμών, συμπεριλαμβανομένων ενδεχομένως:

1ο: των αναγκαίων πληροφοριών για την σωστή ερμηνεία και την σωστή εκτίμηση των λογαριασμών.

2ο: κάθε ποσού το οποίο θα έπρεπε να εισπραχθεί, αλλά δεν έχει εγγραφεί.

3ο: κάθε ποσού το οποίο απετέλεσε το αντικείμενο μιας υποχρέωσης δαπάνης κανονικής ή δυνητικής και η οποία δεν ενεγράφη λογιστικώς ή δεν ενεγράφη στα οικονομικά παραστατικά.

4ο: των δαπανών, προς πίστωση, για τις οποίες δεν έχουν εκδοθεί ικανοποιητικά δικαιολογητικά έγγραφα.

5ο: της τήρησης των λογιστικών βιβλίων στη δέουσα μορφή. Πρέπει να αναφέρονται οι περιπτώσεις κατά τις οποίες τα οικονομικά παραστατικά αποκλίνουν των λογιστικών αρχών που είναι εν γένει αναγνωρισμένες και εφαρμόζονται σταθερώς.

γ) Τα άλλα θέματα επί των οποίων πρέπει να εφιστάται η προσοχή της Διοικητικής Επιτροπής, όπως για παράδειγμα:

1ο: τις περιπτώσεις απάτης ή πιθανότητας απάτης.

2ο: την σπατάλη ή την μη νόμιμη χρησιμοποίηση των κεφαλαίων ή των άλλων πόρων του Οργανισμού (έστω κι αν οι σχετικοί λογαριασμοί θα ήταν τακτοποιημένοι).

3ο: τις δαπάνες που διατρέχουν τον κίνδυνο να δημιουργήσουν μεταγενεστέρως για τον Οργανισμό σημαντικά έξοδα.

4ο: κάθε ατέλεια, γενική ή ειδική, του συστήματος ελέγχου εισπράξεων και δαπανών ή των προμηθειών και του υλικού.

5ο: τις δαπάνες που δεν είναι σύμφωνες με τις προθέσεις της Διοικούσας Επιτροπής, λαμβανομένων υπ' όψιν των εμβασμάτων που έχουν δεόντως εγκριθεί στο εσωτερικό του προϋπολογισμού.

6ο: τις υπερβάσεις των πιστώσεων, λαμβανομένων υπ' όψιν των τροποποιήσεων που απορρέουν από τα εμβάσματα που έχουν δεόντως εγκριθεί στο εσωτερικό του προϋπολογισμού.

7ο: τις δαπάνες που δεν είναι σύμφωνες με τις εγκρίσεις που τις συνοδεύουν.

δ) Την ακρίβεια ή την ανακρίβεια των λογαριασμών των σχετικών με τις προμήθειες και το υλικό, που έχουν συνταχθεί σύμφωνα με την απογραφή και την εξέταση των βιβλίων.

Εξ' άλλου, η έκθεση μπορεί να εκτιμά τις πράξεις οι οποίες έχουν λογιστικώς εγγραφεί κατά την διάρκεια μιας προγενέστερης χρήσεως και για τις οποίες νέες πληροφορίες έχουν αποκτηθεί ή ακόμη πράξεις οι οποίες πρέπει να πραγματοποιηθούν κατά την διάρκεια μιας μεταγενέστερης περιόδου και για τις οποίες θεωρείται σκόπιμη η προηγούμενη ενημέρωση της Διοικητικής Επιτροπής.

7. Ο ελεγκτής δεν πρέπει σε καμμία περίπτωση να εμφανίζει την κριτική του μέσα στην έκθεση του, χωρίς να δίδει προηγουμένως στον Γενικό Διευθυντή μιά πλήρη δυνατότητα προκειμένου να εξηγήσει τις απόψεις του.

8. Ο ελεγκτής ανακοινώνει στην Διοικητική Επιτροπή και τον Γενικό Διευθυντή τις διαπιστώσεις που προέκυψαν κατά τον έλεγχο. Μπορεί, επί πλέον, να παρουσιάσει κάθε σχόλιο που κρίνει σκόπιμο ότι αρμόζει στο θέμα της οικονομικής έκθεσης του Γενικού Διευθυντού.

9. Στο μέτρο που ο Ελεγκτής προέβη σε έναν έλεγχο συνοπτικό ή δεν μπόρεσε να αποκτήσει ικανοποιητικά δικαιολογητικά, πρέπει να το αναφέρει στην βεβαίωσή του και στην έκθεσή του, διευκρινίζοντας τους λόγους και τις παρατηρήσεις του καθώς και τις συνέπειες που προκύπτουν εξ αυτού του γεγονότος, για την οικονομική κατάσταση και τις λογιστικές οικονομικές πράξεις.

ΑΡΘΡΟ ΙΙ

Τροποποιήσεις αφορώσες στους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες CIV.

1. Άρθρο 1. CIV

Η παρ. 1 τροποποιείται ως εξής:

«1. Οι Ενιαίοι Νομικοί Κανόνες εφαρμόζονται, με επιφύλαξη των εξαιρέσεων που προβλέπονται στα άρθρα 2, 3 και 33, σε όλες τις μεταφορές επιβατών και αποσκευών συμπεριλαμβανομένων των αυτοκινήτων, που εκτελούνται με διεθνείς τίτλους μεταφοράς που εκδίδονται για μια διαδρομή, η οποία εκτείνεται στο έδαφος τουλάχιστον δύο Κρατών και περιλαμβάνει αποκλειστικά γραμμές, οι οποίες έχουν εγγραφεί στον Πίνακα που προβλέπεται στα άρθρα 3 και 10 της Σύμβασης, όπως επίσης, εφόσον συντρέχει περίπτωση, στις εξομοιούμενες μεταφορές σύμφωνα με το άρθρο 2 παρ. 2, εδάφιο 2 της Σύμβασης.

Οι Ενιαίοι Κανόνες εφαρμόζονται επίσης, όσον αφορά την ευθύνη του σιδηροδρόμου για θάνατο και τραυματισμούς επιβατών, στα άτομα που συνοδεύουν μια αποστολή, της οποίας η μεταφορά εκτελείται σύμφωνα με τους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες σχετικά με τη σύμβαση της διεθνούς μεταφοράς εμπορευμάτων (CIM)».

2. Άρθρο 14 CIV

Το κείμενο της παρ. 1 συμπληρώνεται με την ακόλουθη πρόταση:

«1. ....Για τη μεταφορά αυτοκινήτων, ο σιδηρόδρομος μπορεί να προβλέψει όπως οι επιβάτες παραμένουν εντός του αυτοκινήτου κατά την διάρκεια της μεταφοράς».

3. Άρθρο 17 CIV

Το κείμενο της σημερινής παρ. 2 τροποποιείται και συμπληρώνεται με νέο εδάφιο 2 ως εξής:

«2. Τα διεθνή τιμολόγια μπορούν, κάτω από ορισμένες προϋποθέσεις, να επιτρέψουν την αποδοχή ως αποσκευών, ζώων και αντικειμένων που δεν αναφέρονται στην παρ. 1, όπως και αυτοκινήτων, τα οποία παραδίδονται προς μεταφορά με ή χωρίς ρυμουλκούμενο.

Οι όροι μεταφοράς των αυτοκινήτων καθορίζουν κυρίως τους όρους αποδοχής προς μεταφορά, την εγγραφή, την φόρτωση και τη μεταφορά, τη μορφή και το περιεχόμενο του εγγράφου μεταφοράς που πρέπει να φέρει το σήμα CIV, τους όρους εκφόρτωσης και παράδοσης, όπως επίσης και τις υποχρεώσεις του οδηγού σε ότι αφορά το αυτοκίνητό του, τη φόρτωση και την εκφόρτωση».

4. `Αρθρο 41 CIV

Ο τίτλος τροποποιείται σε «αυτοκίνητα».

Η παρ. 1 τροποποιείται ως εξής:

«1. Σε περίπτωση καθυστέρησης στην φόρτωση λόγω γεγονότος οφειλομένου στον σιδηρόδρομο ή καθυστέρησης στην παράδοση ενός αυτοκινήτου, ο σιδηρόδρομος οφείλει να καταβάλει, εφόσον ο δικαιούχος αποδεικνύει ότι προέκυψε ζημία, αποζημίωση το ύψος της οποίας δεν μπορεί να υπερβαίνει την τιμή μεταφοράς του αυτοκινήτου».

Η παρ. 3 τροποποιείται ως εξής:

«3. Σε περίπτωση ολικής ή μερικής απώλειας ενός αυτοκινήτου, η αποζημίωση που καταβάλλεται στον δικαιούχο για την αποδεικνυόμενη ζημία υπολογίζεται σύμφωνα με τη συνήθη αξία του αυτοκινήτου και δεν μπορεί να υπερβεί τις 8.000 λογιστικές μονάδες».

Η παρ. 4 τροποποιείται ως εξής:

«4. Αναφορικά με τα αντικείμενα που έχουν αφεθεί μέσα στο αυτοκίνητο, ο σιδηρόδρομος ευθύνεται μόνο για ζημιά που οφείλεται σε δικό του πταίσμα. Η καταβλητέα συνολική αποζημίωση δεν μπορεί να υπερβεί τις 1.000 λογιστικές μονάδες.

Ο σιδηρόδρομος δεν ευθύνεται για αντικείμενα που έχουν αφεθεί στο εξωτερικό μέρος του αυτοκινήτου, παρά μόνο σε περίπτωση δόλου».

Η δεύτερη πρόταση της παρ. 3 μεταφέρεται στην παρ. 5 ως εξής:

«5. Ρυμουλκούμενο με ή χωρίς φορτίο θεωρείται ως αυτοκίνητο».

Η σημερινή παρ. 5 γίνεται παρ. 6 και αναδιατυπώνεται ως εξής:

6. Οι λοιπές διατάξεις σχετικά με την ευθύνη για τις αποσκευές εφαρμόζονται για τη μεταφορά αυτοκινήτων».

5. `Αρθρο 42 CIV

Ο τίτλος τροποποιείται ως εξής:

«Απώλεια του δικαιώματος περιορισμού της ευθύνης».

Το κείμενο της πρώτης πρότασης τροποποιείται ως εξής:

«Οι διατάξεις των άρθρων 30, 31 και 38 έως 41 των Ενιαίων Νομικών Κανόνων ή οι προβλεπόμενες από το εθνικό δίκαιο, που περιορίζουν τις αποζημιώσεις σε καθορισμένο ποσό, δεν εφαρμόζονται, αν αποδειχθεί ότι η ζημία προέκυψε από πράξη ή παράλειψη του σιδηροδρόμου, είτε εκ προθέσεως να προκαλέσει μία τέτοια ζημιά είτε ριψοκινδύνως και με την συνείδηση ότι πιθανώς μια τέτοια ζημία θα προκαλείτο.

Το κείμενο της δεύτερης πρότασης διαγράφεται.

6. `Αρθρο 43 CIV

Ο τίτλος συμπληρώνεται ως εξής:

«Μετατροπή και τόκοι της αποζημίωσης»

Προστίθεται νέα παρ. 1 με το ακόλουθο περιεχόμενο:

«1. Εφόσον ο υπολογισμός της αποζημίωσης συνεπάγεται τη μετατροπή ποσών εκπεφρασμένων σε ξένες νομισματικές μονάδες, πραγματοποιείται σύμφωνα με την ισοτιμία της ημέρας και του τόπου καταβολής της αποζημίωσης».

Οι σημερινές παρ. 1, 2, 3 και 4 γίνονται αντιστοίχως 2,3,4 και 5.

7. `Αρθρο 53 CIV

Το κείμενο του πρώτου εδαφίου της παρ. 1 τροποποιείται ως εξής:

«1. Ολες οι αξιώσεις του δικαιούχου βάσει της ευθύνης του σιδηροδρόμου για θάνατο και τραυματισμούς επιβατών αποσβένονται, αν αυτός δεν ανακοινώσει το ατύχημα του επιβάτη το αργότερο μέσα σε έξι μήνες, αφ' ότου έλαβε γνώση της ζημιάς, σε έναν από τους σιδηροδρόμους στους οποίους μπορεί να υποβληθεί διαμαρτυρία σύμφωνα με το άρθρο 49 παρ. 1».

8. `Αρθρο 55. CIV

Το κείμενο της παρ. 2, εδάφιο 2, συμπληρώνεται ως εξής:

«Η προθεσμία παραγραφής ανέρχεται παρά ταύτα σε δύο χρόνια, αν πρόκειται για αξίωση στηριζόμενη σε ζημιά που προέκυψε από πράξη ή διαπραχθείσα παράλειψη, είτε ριψοκινδύνως και με την συνείδηση ότι πιθανώς μια τέτοια ζημία θα προκαλείτο.

Τα στοιχεία α) και β) διαγράφονται.

ΑΡΘΡΟ III

Τροποποιήσεις αφορώσες στους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες CIM

1. `Αρθρο πρώτο CIM

Το κείμενο της παρ. 1 συμπληρώνεται στο τέλος ως εξής:

«1. .... όπως επίσης και, εφόσον συντρέχει περίπτωση στις εξομοιούμενες μεταφορές σύμφωνα με το άρθρο 2, παρ. 2, εδάφιο 2 της Σύμβασης».

2. `Αρθρο 18 CIM

Το κείμενο απλουστεύεται ως εξής:

«Ο αποστολέας ευθύνεται για την ακρίβεια των ιδίων αυτού εγγραφών στην φορτωτική. Υπόκειται σε όλες τις συνέπειες, που προκύπτουν στην περίπτωση που οι εγγραφές αυτές είναι αντικανονικές, ανακριβείς, ατελείς ή έχουν γίνει σε άλλο χώρο από αυτόν που προβλέπεται για την καθεμία».

Η δεύτερη πρόταση διαγράφεται.

3. `Αρθρο 40 CIM

Στην παρ. 2 διαγράφεται η τελευταία φράση:

«υπό επιφύλαξη του προβλεπόμενου στο άρθρο 45 περιορισμού».

Η παρ. 4 διαγράφεται.

4. `Αρθρο 43 CIM

Το κείμενο της παρ. 1 τροποποιείται ως εξής:

«1. Αν μια ζημιά, συμπεριλαμβανομένης της βλάβης, προκύπτει από την υπέρβαση της προθεσμίας παράδοσης, ο σιδηρόδρομος οφείλει να καταβάλει αποζημίωση, η οποία δεν μπορεί να υπερβαίνει το τετραπλάσιο του κομίστρου».

5. `Αρθρο 44 CIM

Ο τίτλος τροποποιείται ως εξής:

«Απώλεια του δικαιώματος περιορισμού της ευθύνης».

Το κείμενο του πρώτου εδαφίου τροποποιείται ως εξής:

Οι περιορισμοί της ευθύνης που προβλέπονται στα άρθρα 25, 26, 30, 32, 33, 40, 42, 43, 45 και 46 δεν εφαρμόζο-

νται, αν αποδεχθεί ότι η ζημία προέκυψε από πράξη ή παράλειψη του σιδηροδρόμου, είτε εκ προθέσεως να προκαλέσει μια τέτοια ζημιά, είτε ριψοκινδύνως και με την συνείδηση ότι πιθανώς μια τέτοια ζημιά θα προκαλείτο.

Το κείμενο του εδαφίου 2 διαγράφεται.

6. `Αρθρο 47 CIM

Ο τίτλος τροποποιείται ως εξής:

«Μετατροπή και τόκοι της αποζημίωσης».

Προστίθεται νέα παρ. 1 με το ακόλουθο περιεχόμενο:

«1. Εφόσον ο υπολογισμός της αποζημίωσης συνεπάγεται τη μετατροπή ποσών εκπεφρασμένων σε ξένες νομισματικές μονάδες, πραγματοποιείται σύμφωνα με την ισοτιμία της ημέρας και του τόπου καταβολής της αποζημίωσης».

Οι σημερινές παρ. 1, 2 και 3 γίνονται αντιστοίχως 2, 3 και 4.

7. `Αρθρο 58 CIM

Το κείμενο του στοιχ. γ) της παρ. 1 συμπληρώνεται ως εξής:

«γ) που βασίζεται σε ζημιά, που προέκυψε από πράξη ή παράλειψη, είτε εκ προθέσεως να προκαλέσει μια τέτοια ζημιά, είτε ριψοκινδύνως και με την συνείδηση ότι πιθανώς μια τέτοια ζημία θα προκαλείτο.

Το στοιχ. δ) της παρ. 1 διαγράφεται.

Το στοιχ. ε) γίνεται στοιχ. δ).

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

ΑΡΘΡΟ IV

Υπογραφή, κύρωση, αποδοχή, έγκριση.

1. Το παρόν Πρωτόκολλο βρίσκεται ανοικτό στη Βέρνη, στην Ελβετική Κυβέρνηση, Κυβέρνηση Θεματοφύλακα, μέχρι 30 Ιουνίου 1991, για υπογραφή από τα Κράτη που προσκλήθηκαν στη δεύτερη Γενική Συνέλευση του Διακρατικού Οργανισμού για τις διεθνείς σιδηροδρομικές μεταφορές (OTIF).

2. Σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 20, παρ. 1 της COTIF, το παρόν Πρωτόκολλο υπόκειται σε κύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Τα όργανα κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης κατατίθενται το δυνατόν συντομότερα στη θεματοφύλακα Κυβέρνηση.

ΑΡΘΡΟ V

Θέση σε ισχύ

Οι περιλαμβανόμενες στο παρόν Πρωτόκολλο αποφάσεις τίθενται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του δωδέκατου μήνα που ακολουθεί τον μήνα κατά τον οποίο η θεματοφύλακας Κυβέρνηση γνωστοποίησε στα Κράτη - μέλη την κατάθεση του εγγράφου με το οποίο αποδεικνύονται (ότι πληρούνται οι όροι του άρθρου 20 παρ. 2 της COTIF).

ΑΡΘΡΟ VI

Προσχώρηση

Τα προσκληθέντα στη δεύτερη Γενική Συνέλευση του OTIF Κράτη, που δεν υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο μέσα στην προβλεπόμενη στο άρθρο IV, παρ. 1 προθεσμία, μπορούν να προσχωρήσουν καταθέτοντας το έγγραφο ή πράξη προσχωρήσεως στην Θεματοφύλακα Κυβέρνηση.

ΑΡΘΡΟ VII

Σχέση μεταξύ COTIF και Πρωτοκόλλου

Μόνον τα Κράτη μέλη της COTIF μπορούν να αποτελέσουν «Μέρη» στο παρόν Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ VIII

Κείμενα του Πρωτοκόλλου

Το παρόν Πρωτόκολλο συνήφθη και υπεγράφη στη γαλλική γλώσσα.

Στο γαλλικό κείμενο επισυνάπτονται επίσημες μεταφράσεις στη γερμανική, αγγλική, αραβική, ιταλική και ολανδική γλώσσα.

Μόνο το γαλλικό κείμενο είναι αυθεντικό.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΟΥ ΟΠΟΙΟΥ οι υπογραφόμενοι Πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι από τις Κυβερνήσεις τους υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

`Εγινε στη Βέρνη, την εικοστή Δεκεμβρίου χίλια εννεακόσια ενενήντα σε ένα μόνο αυθεντικό αντίτυπο στη γαλλική γλώσσα, που βρίσκεται κατατεθειμένο στα Αρχεία της Ελβετικής Συνομοσπονδίας. Θωρημένο αντιγραφο θα διαβιβαστεί σε κάθε Κράτος - μέλος.

ΑΡΘΡΟ ΔΕΥΤΕΡΟ

I. Η ισχύς του Διατάγματος αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβέρνησης.

II. Από τη θέση σε ισχύ του Πρωτοκόλλου, που κυρώνεται με το παρόν Διάταγμα, καταργείται κάθε άλλη διάταξη, που ρυθμίζει τα ίδια θέματα ή είναι αντίθετη με τις ρυθμίσεις του.

III. Στον Υφυπουργό Μεταφορών και Επικοινωνιών αναθέτουμε τη δημοσίευση και εκτέλεση του παρόντος διατάγματος.

Αθήνα, 6 Μαΐου 1996

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΑΣΚΑΛΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ